

# Election régionale sous surveillance en Catalogne

■ Les Catalans ont massivement participé aux élections régionales organisées par Madrid. Le taux de participation dépassait 68 %.

■ Le processus lancé par les indépendantistes a profondément divisé la société catalane.

Celle-ci pourra-t-elle en guérir ?

## À savoir

**A Bruxelles**, les indépendantistes catalans ont organisé ce jeudi une "nuit électorale" pour suivre les résultats des élections convoquées dans la région par Madrid. Etaient présents le président déchu Carles Puigdemont et quatre de ses ministres, toujours exilés dans la capitale belge. *"Aujourd'hui, nous démontrerons de nouveau la force d'un peuple irréductible. Que l'esprit du 1<sup>er</sup> octobre nous guide toujours"*, a tweeté la tête de liste de Junts per Catalunya.

**Plus tôt dans la journée**, M. Puigdemont a déclaré, depuis Bruxelles, que ce jeudi n'était *"pas une journée de normalité démocratique"*, dénonçant le climat de *"peur"* et le fait que des candidats indépendantistes se trouvent *"en exil"* ou *"en prison"*.

Reportage Laetitia Dive  
Envoyée spéciale à Barcelone

**D**ans le quartier du Born, à Barcelone, Clara fait la queue devant un bureau de vote au côté de sa mère. Comme les 5,5 millions d'inscrits en Catalogne, elle se prononce ce jeudi afin d'élire les 135 députés du futur Parlement régional. Mais pour la jeune femme c'est un jour particulièrement exceptionnel : *"Elle va voter pour la première fois!"*, s'exclame joyeusement sa mère.

*"Pour moi, exprimer mon vote c'est l'une des premières choses importantes que je fais depuis que je suis majeure"*, raconte la jeune femme émue. *"J'ai beaucoup hésité mais comme j'ai vu que mon président – Carles Puigdemont – était en exil, et que c'est lui qu'avait choisi le peuple, j'ai décidé qu'il fallait de nouveau voter pour celui qu'ont choisi les Catalans et qui a été contraint de s'exiler pour des raisons légales."*

### Les séquelles du référendum

Sa mère, Gloria, a, quant à elle, choisi d'être fidèle à l'ERC, le parti de la Gauche républicaine et indépendantiste : *"Les derniers mois m'ont, plus que jamais, confortée dans mes idées politiques. Rendez-*

*vous compte : le jour du référendum, j'ai retrouvé mes voisins en pleurs à côté de l'Arc de Triomphe parce qu'ils avaient été tabassés par les forces de l'ordre. Désormais je n'ai qu'une envie, c'est de montrer que je ne suis pas d'accord avec la manière dont Mariano Rajoy a traité mes proches."*

Lors du scrutin organisé par le gouvernement catalan et jugé illégal par Madrid, elle s'était également déplacée pour donner sa voix à l'ERC. Aujourd'hui, elle reconnaît que l'ambiance n'a rien à voir avec celle du 1<sup>er</sup> octobre dernier et elle n'est pas la seule à le dire. *"Cette fois le vote est reconnu des deux côtés et tout le monde a intérêt à ce qu'il se déroule sans violence, tous les partis"*, estime un retraité qui refuse de dire *"tout haut"* pour qui il s'apprête à voter.

**"N'importe qui peut essayer de nous arnaquer"**

A l'intérieur du bâtiment, Silvia, tout sourire, regarde la longue file d'électeurs. Présente depuis l'ouverture du bureau de vote, elle se dit surprise par la mobilisation : *"Je savais qu'il y aurait du monde, mais pas à ce point. C'est vraiment bien que les gens se déplacent massivement. Moi je ne vote pas, je viens de Madrid."* Sur sa poitrine, pend une carte qui indique qu'elle est man-

datée par le Parti socialiste catalan (PSC) pour veiller au bon déroulement des élections. Tous les mouvements politiques candidats à cette élection ont en effet envoyé des témoins dans chacun des bureaux de vote de la région.

Maria est affiliée au Parti populaire – la formation de Mariano Rajoy – et elle dit être venue pour “défendre ses votes” : “Si l’on ne surveille pas, n’importe qui peut essayer de nous arnaquer.”

Ces mesures sont nécessaires afin d’éviter tout risque de fraude mais elles prouvent aussi une chose : la confiance est fortement ébréchée en Catalogne.

“On ne croit plus à ce que disent les autres, ceux qui

*sont de l’autre côté”,* affirme Carmen, résignée après avoir donné sa voix à la liste de Carles Puigdemont. “Moi j’ai demandé à revenir le soir pour vérifier que le comptage avait été bien fait. C’est dramatique d’en arriver là dans une démocratie mais il ne fallait pas nous imposer la mise sous tutelle.”

**“On ne croit plus  
à ce que disent  
les autres,  
ceux qui sont  
de l’autre côté”**

**Carmen**  
Electrice

## Épinglé

### Un comptage des voix prudent

**Mesures de précaution.** Le gouvernement espagnol, soucieux de limiter la diffusion de fausses nouvelles ou de campagnes de désinformation, a annoncé avoir pris une série de mesures de précaution.

**Décompte manuel.** Dès la fermeture des bureaux de vote, à 20 heures, un décompte manuel des bulletins-papier, glissés dans des enveloppes, a commencé. Les résultats sont communiqués à une société privée, Indra, chargée par le gouvernement de les collecter, les compiler et les annoncer au fur et à mesure de leur arrivée.

**Rien ne sera informatisé.** Le décompte

officiel et manuel des bulletins ne commencera que le 24 décembre et durera au maximum trois jours. “Le processus n’est en aucun point informatisé. Il sera donc impossible qu’une attaque informatique vienne perturber le comptage. Tout est fait à la main, sur papier”, a assuré un responsable gouvernemental.

**Lutter contre les “fake news”.** Par crainte de la diffusion de fausses nouvelles ou de campagnes de désinformation sur Internet entre la clôture du scrutin et l’annonce officielle des résultats, “un système de repérage de fausses nouvelles (‘fake news’) a été renforcé”, a indiqué une source proche du gouvernement. Les médias seront avertis si certains sites web diffusent des fausses nouvelles et pourront être tenus pénalement responsables s’ils les reprennent. Quant aux sites eux-mêmes “ils pourraient être bloqués avec l’accord de la justice”. (AFP)

## Pourra-t-on guérir les blessures au sein de la société catalane ?

**Paco Audije**  
Correspondant en Espagne

“**S**ous la fausse apparence de blocs différents, nous avons une société scindée, polarisée, dans un système fragmenté. Personne n’a la majorité qu’il faut pour gouverner. Mais, demain, ils auront tous un certain pouvoir et un excès de haine pour opposer leur veto” aux autres. C’est la conclusion pessimiste de l’historien Santos Juliá dans une réflexion sur “la rupture de la cohabitation” en Catalogne.

Après des années de “processus d’indépendance”, l’alarme est lancée en Catalogne et dans toute l’Espa-

gne. Les tensions ont débouché sur la multiplication des ruptures de cercles d’amis et au sein des familles. On ne parle que de “ça”. Et le ton monte. La haine de l’autre, citée par Juliá, embrouille ce qui fut, par tradition, un élément d’identité, le “seny”, mot catalan qui désigne le bon sens.

Ces jours-ci, l’épisode le plus grave a été la mort d’un homme frappé par un jeune considéré comme “antisystème”. A part un bref échange de mots sur la Catalogne dans un bar de Saragosse, le délit de la victime ne semble pas avoir été autre que de porter des bretelles aux couleurs du drapeau de l’Espagne.

A l’aéroport de Barcelone ou dans la gare d’Atocha

de Madrid, des excités ont attendu le débarquement d'anciens *"consellers"* (ministres régionaux catalans) pour les harceler en criant *"chiens traîtres, retournez en prison"*. Selon plusieurs experts, les actes de "violence de basse intensité" ont beaucoup augmenté.

La cinéaste Isabel Coixet, qui compte cinq prix Goya (l'équivalent des Magritte belges), a écrit un certain nombre d'articles contre le discours indépendantiste mais surtout pour réclamer le retour au calme. Barcelonaise, elle avoue avoir la tentation d'aller vivre ailleurs pour échapper à l'ambiance pesante. Coixet évoque un exemple précis : *"J'étais descendue pour déposer la poubelle et promener mon chien. Des types que je ne connaissais pas m'ont suivie. Ils criaient contre moi dans la rue et devant ma porte. Ils m'appelaient 'fasciste'".* C'était la troisième fois de la semaine.

#### Lynchage médiatique

D'un côté ou de l'autre, le lynchage médiatique est monnaie courante. *"Les agents de la haine opèrent masqués dans les réseaux sociaux et ils rivalisent dans la lapidation verbale"*, constate l'éditorial de La Vanguardia du 21 décembre.

Les radiotélévisions publiques sont accusées d'oublier leurs devoirs de neutralité et d'équilibre. Et les milieux conservateurs madrilènes et une partie – probablement minoritaire – de la société catalane stigmatisent le système d'enseignement catalan : *"Une partie des écoles, publiques ou non, endoctrine les enfants pour les faire grandir dans l'idéologie nationaliste"*, dit ainsi Xavier García Albiol, candidat du parti populaire (PP, droite).

La gravité des incidents pendant la campagne n'est pas insurmontable, mais il y a eu plusieurs attaques

de sièges de parti et les dérapages des politiciens n'ont pas contribué à calmer les esprits. Le candidat Antoni Castellà (ERC, indépendantiste) a comparé ceux qui essaient de se situer entre constitutionnalistes et indépendantistes avec *"les juifs allemands qui votaient pour les nazis"*. Josep Borrell (socialiste, ancien président du Parlement européen) a été très critiqué pour avoir dit que *"pour fermer les blessures, il faut d'abord les désinfecter"*. Le lendemain, Borrell a pourtant lui-même insisté sur *"la dangerosité des frontières intérieures qui divisent la société, les amis et les familles"*.

Le musicien punk Albert Plá a été un des rares à ironiser contre ces tensions menaçantes. *"Mes vieux amis sont tous assis sur un haut tabouret parce qu'ils veulent faire taire tout le monde. Ils sont devenus des petits et ils nous traitent de gamins... Et je leur réponds : Eh, vous qui êtes là-haut, voudriez-vous baisser un petit peu votre musique?"*

Jeudi, jour d'élection, plus d'un éditorial de la presse de Barcelone soulignait le besoin immédiat de *"restaurer la cohésion"* et *"guérir le tissu social"*. Baisser la musique, quoi.

69,70%  
des Catalans  
pensent que  
le processus  
souverainiste  
a affaibli la  
cohabitation  
sociale.